

F 90 — 2209

20 AOUT 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant répartition des emplois prévus aux cadres organiques entre les deux ministères constituant les Services de l'Exécutif de la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1990 de réformes institutionnelles modifiée par les lois du 8 août 1988 et du 18 janvier 1989, notamment les articles 87 et 88;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 février 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, en ce qu'il détermine, en son article 1er E, le cadre du personnel en provenance du Centre d'études de la population et de la famille;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 mai 1983 fixant le cadre organique du personnel de l'Etablissement scientifique de la Communauté française — Musée royal de Mariemont et affectant le personnel à cet établissement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié, en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 août 1985 fixant le cadre de l'Inspection de l'enseignement à distance;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1988 fixant un cadre d'accueil pour le personnel en provenance de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, de l'Académie royale de Langue et Littérature françaises, du Secrétariat des Conseils supérieurs de la famille et du troisième âge, du Ministère de l'Education nationale et de l'Office de la Protection de la Jeunesse, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 janvier 1989;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1990 portant création de deux ministères au sein de Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 28 juin 1990;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du Secteur XVII;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du Secteur IX;

Vu l'accord du Ministre-Président compétent en matière de fonction publique et de budget, donné le 14 août 1990;

Considérant qu'après avoir créé deux ministères au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française, il s'indique de répartir immédiatement les emplois existant au sein de ces Services entre les deux entités nouvelles;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Vu la délibération de l'Exécutif du 20 août 1990,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Du Ministère de la Culture et des Affaires sociales

Article 1^{er}. § 1^{er}. Sous la réserve des modifications et compléments prévus au présent article, le cadre organique du personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales est celui prévu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983, tel que modifié, fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 février 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française.

§ 2. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, les emplois prévus sous l'intitulé « Direction générale de l'enseignement et de la formation » sont supprimés.

§ 3. Il est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française un article 5 libellé comme suit :

« Article 5.**Cadre complémentaire**

a) Personnel en provenance de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises :

secrétaire perpétuel 1

personnel administratif :

secrétaire économe 1

rédacteur 1

messenger huissier 1

b) Personnel en provenance du Secrétariat des Conseils supérieurs de la famille et du troisième âge :

conseiller adjoint 1

greffier 1

commis ou commis principal (*) 1

(*) application du principe de la carrière plane.

c) Personnel en provenance de l'Office de la Protection de la Jeunesse :

A. Administration centrale

1. Personnel administratif :

Inspecteur général	1
Premier conseiller	1
Directeur ou conseiller chef de service	2
Conseiller juridique	1
Conseiller	1
Inspecteur principal	1
Conseiller juridique adjoint	1
Conseiller adjoint	3
Traducteur réviseur ou traducteur réviseur principal ou traducteur directeur (*)	1
Inspecteur médecin-psychiatre	1
Inspecteur	3
Secrétaire d'administration	7
Vérificateur comptable principal	1
Chef administratif	3
Inspecteur adjoint de la comptabilité	3
Réviseur comptable	4
Sous-chef de bureau	6
Secrétaire de direction ou Secrétaire de direction principal (*)	1
Vérificateur comptable	5
Rédacteur comptable	5
Rédacteur	17
Commis sténodactylographe chef	2
Commis dactylographe chef	1
Commis chef	3
Commis sténodactylographe ou commis sténodactylographe principal (*)	4
Commis dactylographe ou commis dactylographe principal (*)	7
Commis ou commis principal (*)	12
Agent en chef	1
Téléphoniste ou agent principal (*)	1
Surveillant en chef	1
Dactylographe ou agent principal (*)	2
Classeur ou agent principal (*)	3

2. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service :

Ouvrier qualifié B ou premier ouvrier spécialistes	1
--	---

B. Services extérieurs

1. Personnel administratif et pédagogique :

Directeur	5
Directeur de 2e classe	3
Conseiller adjoint	3
Sous directeur pédagogique	3
Sous directeur administratif	3
Sous directeur	1
Conseiller pédagogique	5
Psychologue	6
Professeur	1
Inspecteur provincial	5
Secrétaire d'administration ou conseiller adjoint	1
Secrétaire d'administration	2
Chef de groupe	7
Chef administratif	4
Délégué permanent en chef	17
Assistant social en chef	1
Chef de section	25
Technicien principal	2
Délégué permanent ou délégué permanent de 1re classe ou délégué permanent principal (*)	114

(*) application du principe de la carrière plane.

Assistant social ou assistant social de 1re classe ou assistant social principal (*)	7
Infirmier gradué ou infirmier gradué de 1re classe ou infirmier gradué principal (*)	6
Educateur chef de pavillon	11
Chef de section adjoint (ou aspirant)	102
Maître d'enseignement professionnel (ou aspirant)	19
Professeur (ou aspirant)	14
Maître d'éducation physique	2
Chef de greffe	4
Secrétaire	1
Rédacteur comptable	8
Rédacteur	2
Chef technicien	4
Technicien de 1re classe	3
Commis sténodactylographe chef	1
Commis dactylographe chef	1
Commis chef	1
Technicien de 2e classe	12
Commis sténodactylographe ou commis sténodactylographe principal (*)	2
Commis dactylographe ou commis dactylographe principal (*)	2
Commis ou commis principal (*)	3
 2. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service :	
Premier ouvrier spécialiste A	7
Ouvrier qualifié B ou premier ouvrier spécialiste (*)	10
Cuisinier ou premier ouvrier spécialiste (*)	6
Conducteur d'auto mécanicien ou premier ouvrier spécialiste (*)	4
Manœuvre B ou ouvrier qualifié A (*)	29
Manœuvre ou manœuvre principal (*)	15
 3. Personnel visé par l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 22 février 1967 relatif au personnel laïque des établissements d'observation et d'éducation de l'Etat dont la direction et la desserte sont confiés à des congrégations religieuses :	
Chef de section	6
Chef de section adjoint ou aspirant	11
Professeur ou aspirant	1
Maître d'enseignement professionnel ou aspirant	5
Commis sténodactylographe principal	1
Ouvrier qualifié A (service de nuit)	6
 4. Personnel dont la situation n'est pas réglée par les statuts applicables aux personnels visés aux A et B 1, 2 et 3 du présent article :	
Médecin psychiatre (temps partiel)	6
Médecin (temps partiel)	4
Aumônier	4
 d) Personnel en provenance de divers autres départements ministériels :	
Conseiller de la fonction publique	1
Inspecteur principal chef de service	1
Chef de division	5
Conseiller adjoint	3
Commissaire principal	1
Bibliothécaire	1
Secrétaire d'administration	7
Chef administratif	4
Chef de section	1
Chef de section adjoint	2
Sous-chef de bureau	11
Rédacteur	14
Commis chef	3
Commis sténodactylographe chef	4
Commis dactylographe chef	2
Commis ou commis principal (*)	6
Commis sténodactylographe ou commis sténodactylographe principal (*)	3

(*) application du principe de la carrière plane.

Commis dactylographe ou commis dactylographe principal (*)	2
Messenger huissier ou messenger huissier principal (*)	2
Ouvrier qualifié B	1
Manœuvre ou manœuvre principal (*)	1 *

§ 5. Les articles 5 et 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983 deviennent respectivement les articles 6 et 7.

§ 6. Le Musée royal de Mariemont, dont le cadre organique a été fixé par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 mai 1983, est rattaché au Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

CHAPITRE II. — Du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation

Art. 2. § 1er. Les emplois créés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983, tel que modifié à ce jour, fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, sous l'intitulé « Direction générale de l'enseignement et de la formation », supprimés à l'article 1er du présent arrêté, sont créés, ainsi qu'il suit, au Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation.

Niveau 1

Directeur général	1
Directeur d'administration	1
Conseiller	4
Conseiller adjoint chef de service	1
Inspecteur principal chef de service	1
Conseiller adjoint	3
Secrétaire d'administration ou conseiller adjoint	3
Inspecteur ou inspecteur principal	4
Ingénieur agronome ou ingénieur agronome principal	1
Secrétaire d'administration	6

Niveau 2

Inspecteur adjoint ou inspecteur adjoint de 1re classe ou inspecteur adjoint principal	1
Chef administratif	4
Vérificateur expert comptable de 1re classe	1
Réviseur comptable	2
Aide technique principal	1
Sous-chef de bureau	8
Contrôleur principal ou 1er contrôleur principal	1
Contrôleur spécial de 1re classe	5
Secrétaire de direction ou secrétaire principal de direction	2
Rédacteur comptable	6
Rédacteur	22

Niveau 3

Commis chef	5
Commis sténodactylographe chef	3
Commis dactylographe chef	1
Agent comptable de 1re classe	2
Commis ou commis principal	10
Commis sténodactylographe ou commis sténodactylographe principal	5
Commis dactylographe ou commis dactylographe principal	7

Niveau 4

Premier ouvrier spécialiste chef d'équipe	4
Classeur ou agent principal	9
Téléphoniste ou agent principal	1
Messenger huissier ou messenger huissier principal	2
Manœuvre B ou ouvrier qualifié A	2

§ 2. Les emplois créés aux articles 1er et 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1988 tel que modifié fixant un cadre d'accueil pour le personnel en provenance de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises, du Secrétariat des Conseils supérieurs de la famille et du troisième âge, du Ministère de l'Éducation nationale et de l'Office de la Protection de la Jeunesse sont supprimés et créés au Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation.

(*) application du principe de la carrière plane.

§ 3. Le cadre organique tel qu'il s'établit en application des §§ 1er et 2 du présent article est complété par les emplois ci-après correspondant aux derniers transferts de personnel en provenance de divers autres départements ministériels :

Conseiller adjoint	2
Secrétaire d'administration	1
Chef administratif	2
Chef de section adjoint	1
Rédacteur	6
Commis chef	2
Commis ou commis principal (*)	2
Agent en chef des finances	1
Agent principal des finances	1

§ 4. L'Inspection de l'enseignement à distance dont le cadre organique a été fixé par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 août 1985 est rattachée au Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

CHAPITRE III — Dispositions abrogatoires

Art. 3. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1988 tel que modifié fixant un cadre d'accueil pour le personnel en provenance de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises, du Secrétariat des Conseils supérieurs de la famille et du troisième âge, du Ministère de l'Education nationale et de l'Office de la Protection de la Jeunesse, est abrogé.

Art. 4. Les Ministres membres de l'Exécutif de la Communauté française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 20 août 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
V. FEUX

VERTALING

N 90 — 2209

20 AUGUSTUS 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot verdeling van de betrekkingen bepaald in de personeelsformaties over de twee ministeries waaruit de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap bestaan.

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 januari 1989, inzonderheid op de artikelen 87 en 88;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, zoals tot heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, zoals tot heden gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, dat, bij zijn artikel 1, E, de formatie van het personeel afkomstig uit het Centrum voor bevolkings- en gezinsstudies bepaalt;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 mei 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de wetenschappelijke instelling van de Franse Gemeenschap « Musée royal de Mariemont » en tot aanwijzing van het personeel voor deze instelling;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd, laatstelijk bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 augustus 1985 tot vaststelling van de personeelsformatie van de inspectie van het afstandsonderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1988 tot vaststelling van een onthaalformatie voor het personeel afkomstig uit de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique », uit de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises », uit het secretariaat van de hoge raden voor het gezin en de derde leeftijd, uit het « Ministère de l'Education nationale » en uit de Dienst voor Jeugdbescherming, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 januari 1989;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 augustus 1990 tot oprichting van twee ministeries in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

(*) application du principe de la carrière plane.

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 juni 1990;
 Gelet op het met redenen omkleed advies van het hoog overlegcomité van sector XVII;
 Gelet op het met redenen omkleed advies van het hoog overlegcomité van sector IX;
 Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter, bevoegd inzake openbaar ambt en begroting, gegeven op 14 augustus 1990.

Overwegende dat na oprichting van twee ministeries in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap het aangewezen is de betrekkingen in deze Diensten onmiddellijk te verdelen over de twee nieuwe entiteiten;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 20 augustus 1990 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

Artikel 1. § 1. Onder voorbehoud van de wijzigingen en aanvullingen bedoeld bij dit artikel, is de personeelsformatie van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken de formatie bepaald bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 1983, zoals gewijzigd, tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, en bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

§ 2. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, worden de betrekkingen bepaald onder het opschrift « Algemene Directie van Onderwijs en Vorming » afgeschaft.

§ 3. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 5.

Aanvullende formatie

a) Personeel afkomstig uit de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises » :

vast secretaris	1
Administratief personeel	
secretaris-huismeester	1
opsteller	1
bode-kamerbewaarder	1

b) Personeel afkomstig uit het Secretariaat van de Hoge Raden voor het gezin en de derde leeftijd :

adjunct-adviseur	1
griffler	1
klerk of eerste klerk (*)	1

c) Personeel afkomstig uit de Dienst voor Jeugdbescherming :

A. Hoofdbestuur.

1. Administratief personeel :

Inspecteur-generaal	1
Eerste adviseur	1
Directeur of adviseur-hoofd van dienst	2
Rechtskundig adviseur	1
Adviseur	1
Eerstaanwend inspecteur	1
Adjunct-rechtskundig adviseur	1
Adjunct-adviseur	3
Vertaler-revisor of	
eerstaanwend vertaler-revisor of	
vertaler-directeur (*)	1
Geneesheer psychiater-inspecteur	1
Inspecteur	3
Bestuurssecretaris	7
Eerste verificateur boekhouding	1
Bestuurschef	3
Adjunct-inspecteur boekhouding	3
Revisor boekhouding	4
Onderbureauchef	6
Directiesecretaris	
of eerstaanwend directiesecretaris (*)	1
Verificateur boekhouding	5
Rekenplichtig opsteller	5
Opsteller	17
Hoofdklerk-stenotypist	2
Hoofdklerk-typist	1
Hoofdklerk	3
Klerk-stenotypist of eerste klerk-stenotypist (*)	4
Klerk-typist of eerstaanwend klerk-typist (*)	7
Klerk of eerste klerk (*)	12

(*) toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan.

Hoofdbeampte	1
Telefonist of eerstaanwendend beampte (*)	1
Hoofdbewaarder	1
Typist of eerstaanwendend beampte (*)	2
Klasseerder of eerstaanwendend beampte (*)	3

2. Meesters- vak- en dienstponeel :	
Geschoold werkman B of eerste vakman	1

B. Buitendiensten.

1. Administratief en pedagogisch personeel :

Directeur	5
Directeur 2e klasse	3
Adjunct-adviseur	3
Pedagogisch onderdirecteur	3
Administratief onderdirecteur	3
Onderdirecteur	1
Pedagogisch adviseur	5
Psycholoog	6
Leraar	1
Provinciaal inspecteur	5
Bestuurssecretaris of adjunct-adviseur	1
Bestuurssecretaris	2
Groepschef	7
Bestuurschef	4
Hoofd-vast afgevaardigde	17
Hoofdmaatschappelijk assistent	1
Sectiechef	25
Eerstaanwendend technicus	2
Vast afgevaardigde of vast afgevaardigde 1e klasse of eerstaanwendend vast afgevaardigde (*)	114
Maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent 1e klasse of of eerstaanwendend maatschappelijk assistent (*)	7
Gegradueerd ziekenverpleger of gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse of eerstaanwendend gegradueerd ziekenverpleger (*)	6
Opvoeder paviljoenschef	11
Adjunct-sectiechef (of aspirant)	102
Vakmeester (of aspirant)	19
Leraar (of aspirant)	14
Meester lichamelijke opvoeding	2
Griffiechef	4
Secretaris	1
Rekenplichtig opsteller	8
Opsteller	2
Hoofdtechnicus	4
Technicus 1e klasse	3
Hoofdklerk-stenotypist	1
Hoofdklerk-typist	1
Hoofdklerk	1
Technicus 2e klasse	12
Klerk-stenotypist of eerste klerk-stenotypist (*)	2
Klerk-typist of eerstaanwendend klerk-typist (*)	2
Klerk of eerste klerk (*)	3

2. Meesters-, vak- en dienstponeel :	
Eerste vakman A	7
Geschoold werkman B of eerste vakman (*)	10
Kok of eerste vakman (*)	6
Autobestuurder-mecaniciën of eerste vakman (*)	4
Hulparbeider B of geschoold werkman A (*)	29
Hulparbeider of eerstaanwendend hulparbeider (*)	15

3. Poneel bedoeld bij artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 22 februari 1987 betreffende het lekenponeel van de Rijksobservatie- en Rijksopvoedingsgestichten waarvan de leiding en de bediening aan religieuze congregaties zijn opgedragen :

Sectiechef	6
Adjunct-sectiechef of aspirant	11
Leraar of aspirant	1
Vakmeester of aspirant	5
Eerste klerk-stenotypist	1
Geschoold werkman A (nachtdienst)	6

(*) toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan.

4. Personeelsleden wier toestand niet wordt geregeld bij de statuten toepasselijk op de personeelsleden bedoeld in A en B1, 2 en 3 van dit artikel :

Geneesheer-psychiater (deeltijds)	6
Geneesheer (deeltijds)	4
Aldmoezenier	4
a) Personeel afkomstig uit verschillende andere ministeriële departementen :	
Adviseur van het openbaar ambt	1
Eerstaanwendend inspecteur-hoofd van dienst	1
Afdelingschef	5
Adjunct-adviseur	3
Eerstaanwendend commissaris	1
Bibliothecaris	1
Bestuurssecretaris	7
Bestuurschef	4
Sectiechef	1
Adjunct-sectiechef	2
Onderbureauchef	11
Opsteller	14
Hoofdklerk	3
Hoofdklerk-stenotypist	4
Hoofdklerk-typist	2
Klerk of eerste klerk (*)	6
Klerk-stenotypist of eerste klerk-stenotypist (*)	3
Klerk-typist of eerstaanwendend klerk-typist (*)	2
Bode-kamerbewaarder of eerstaanwendend bode-kamerwaarder (*)	2
Geschoold werkmán B	1
Hulparbeider of eerstaanwendend hulparbeider (*)	1 *

§ 5. De artikelen 5 en 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 1983 worden respectievelijk de artikelen 6 en 7.

§ 6. Het Koninklijk Museum van Mariemont, waarvan de personeelsformatie werd vastgesteld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 mei 1983, ressorteert onder het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

HOOFDSTUK II. — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

Art. 2. § 1. De betrekkingen geschapen bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 1983, zoals tot heden gewijzigd, tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, onder het opschrift « Algemene Directie van Onderwijs en Vorming », afgeschaft bij artikel 1 van dit besluit, worden in het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, geschapen op de hierna bepaalde wijze :

Niveau 1

Directeur-generaal	1
Bestuursdirecteur	1
Adviseur	4
Adjunct-adviseur-hoofd van dienst	1
Eerstaanwendend inspecteur-hoofd van dienst	1
Adjunct-adviseur	3
Bestuurssecretaris of adjunct-adviseur	3
Inspecteur of eerstaanwendend inspecteur	4
Landbouwkundig ingenieur of eerstaanwendend landbouwkundig ingenieur	1
Bestuurssecretaris	6

Niveau 2

Adjunct-inspecteur of adjunct-inspecteur 1e klasse of eerstaanwendend adjunct-inspecteur	1
Bestuurschef	4
Verificateur-accountant 1e klasse	1
Revisor boekhouding	2
Eerstaanwendend technisch helper	1
Onderbureauchef	8
Eerstaanwendend controleur of eerste eerstaanwendend controleur	1
Speciaal controleur 1e klasse	5
Directiesecretaris of eerstaanwendend directiesecretaris	2
Rekenplichtig opsteller	6
Opsteller	22

Niveau 3

Hoofdklerk	5
Hoofdklerk-stenotypist	3
Hoofdklerk-typist	1
Rekenplichtige 1e klasse	2

(*) toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan.

Klerk of eerste klerk	10
Klerk-stenotypist of eerste klerk-stenotypist	5
Klerk-typist of eerstaanwendend klerk-typist	7
Niveau 4	
Eerste vakman-ploegbaas	4
Klasseerder of eerstaanwendend beambte	9
Telefonist of eerstaanwendend beambte	1
Bode-kamerbewaarder of eerstaanwendend bode-kamerbewaarder	2
Hulparbeider B of geschoold werkman A	2

§ 2. De betrekkingen geschapen bij de artikelen 1 en 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1988, zoals gewijzigd, tot vaststelling van een onthaalformatie voor het personeel afkomstig uit de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique », uit de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises », uit het secretariaat van de hoge raden voor het gezin en de derde leeftijd, uit het « Ministère de l'Éducation nationale » en uit de Dienst voor Jeugdbescherming, worden afgeschaft en geschapen bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

§ 3. De personeelsformatie zoals die vastgesteld is bij toepassing van de §§ 1 en 2 van dit artikel, wordt aangevuld met de hierna vermelde betrekkingen die overeenstemmen met de laatste overdrachten van personeel afkomstig uit verschillende andere ministeriële departementen.

Adjunct-adviseur	2
Bestuurssecretaris	1
Bestuurschef	2
Adjunct-sectiechef	1
Opsteller	6
Hoofdklerk	2
Klerk of eerste klerk (*)	2
Hoofdbeambte financiën	1
Eerstaanwendend beambte financiën	1

§ 4. De inspectie van het afstandsonderwijs waarvan de personeelsformatie vastgesteld werd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 augustus 1985, wordt toegevoegd aan het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 3. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1988, zoals gewijzigd, tot vaststelling van een onthaalformatie voor het personeel afkomstig uit de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique », uit de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises », uit het secretariaat van hoge raden voor het gezin en de derde leeftijd, uit het « Ministère de l'Éducation nationale » en uit de Dienst voor Jeugdbescherming, wordt opgeheven.

Art. 4. De Ministers, lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 20 augustus 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

F 90 — 2210

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant répartition du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française entre les deux ministères qu'ils comportent

RAPPORT A L'EXECUTIF

La répartition du personnel entre les deux Ministères créés au sein des Services de l'Exécutif doit faire l'objet d'un acte spécifique.

Ce dernier doit tenir compte des dispositions arrêtées antérieurement par l'Exécutif et déterminer à quels membres du personnel de ses Services lesdites dispositions s'appliquent.

Par arrêté motivé du 31 janvier 1989, l'Exécutif a énoncé des dispositions transitoires d'exécution du statut du personnel dont l'application doit être maintenue au personnel transféré en provenance du Ministère de la Justice — Office de la Protection de la Jeunesse. La disposition à prévoir à cette fin fait l'objet du § 2 de l'article 1er du projet d'arrêté.

Tels sont l'objet et la motivation de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant répartition du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française entre les deux Ministères qu'ils comportent.

Bruxelles, le 20 août 1990.

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

(*) toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan.